



Nations Unies

# Conseil de sécurité

**CS/9341**

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

---

**Conseil de sécurité**5899<sup>e</sup> séance – matin**CONSEIL DE SÉCURITÉ: LE COORDONNATEUR SPÉCIAL POUR LE PROCESSUS DE PAIX  
AU MOYEN-ORIENT CONSTATE CERTAINS DÉVELOPPEMENTS ENCOURAGEANTS**

Le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général, M. Robert Serry, a constaté, ce matin, devant le Conseil de sécurité, un certain nombre de développements politiques importants dans la région, dont l'annonce de pourparlers de paix indirects entre Israël et la Syrie, la poursuite des négociations israélo-palestiniennes, les efforts de l'Égypte pour obtenir un cessez-le-feu à Gaza et l'initiative de la Ligue des États arabes qui a permis un accord pour sortir le Liban d'une crise politique longue de 18 mois.

M. Serry, chargé de dresser le bilan mensuel de la situation au Moyen-Orient, dont la question palestinienne, a toutefois souligné que le mois de mai avait été marqué par une aggravation de la crise humanitaire à Gaza.

Concernant les négociations bilatérales entre Israéliens et Palestiniens, des fossés importants doivent être comblés, a-t-il dit, ajoutant que le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région, avait exprimé son soutien au processus d'Annapolis. Il a également indiqué que le Quatuor, qui s'est réuni le 2 mai à Londres, avait mis l'accent sur l'importance de progrès tangibles et visibles sur le terrain pour établir la confiance et créer une atmosphère favorable aux négociations. Sur le plan économique, le Comité spécial de liaison, qui s'est également réuni le 2 mai, a insisté pour qu'Israël permette aux Palestiniens de réformer et relancer leur économie. Les Palestiniens doivent poursuivre leurs efforts de réforme et les acteurs régionaux et internationaux doivent continuer à fournir un soutien concret, a-t-il déclaré.

M. Serry a notamment rappelé que le 13 mai, le Représentant du Quatuor, M. Tony Blair, avait annoncé un ensemble de mesures coordonnées avec les parties afin de stimuler le développement économique, alléger les restrictions d'accès, établir la capacité palestinienne en matière de sécurité. Ces différentes mesures sont prometteuses mais l'action sur le terrain est la clef du succès, a-t-il assuré, estimant que beaucoup restait à faire pour améliorer les conditions, mettre en œuvre les engagements récents et remplir les obligations découlant de la Feuille de route. Il a constaté, à cet égard, que des mesures avaient été prises, citant, par exemple, les efforts des forces de sécurité palestiniennes en vue de désarmer et d'arrêter des militants. Il a également noté la décision d'Israël de permettre la réouverture de 20 postes de police palestiniens. Toutefois, les incursions des forces de défense israéliennes se poursuivent en Cisjordanie, y compris dans les zones où les forces de sécurité palestiniennes sont déployées, et Israël n'a pas accepté de fournir certains équipements aux forces de police palestiniennes, a affirmé le Coordonnateur spécial.

Soulignant que le Quatuor avait également exprimé sa préoccupation face à la poursuite des activités de colonisation, M. Serry a affirmé que les institutions palestiniennes à Jérusalem-Est demeuraient toujours fermées sur ordre israélien et que la construction du mur de séparation se poursuivait dans le Territoire palestinien occupé, contrairement à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice (CIJ).

À Gaza et dans les environs, la crise humanitaire, politique et sécuritaire s'est aggravée, a déclaré M. Serry. Au total, quatre civils israéliens ont été tués par des militants palestiniens et au moins 30 autres ont été blessés au cours de la période. Dans le même temps, 50 Palestiniens, dont au moins 18 civils, parmi lesquels 11 enfants, ont été tués lors d'opérations des forces de défense israéliennes, tandis que 207 autres, dont au moins 22 enfants, ont été blessés. Le Coordonnateur spécial a condamné les attaques perpétrées par le Hamas et d'autres groupes militants aux points de passage de Gaza, contrairement, a-t-il dit, aux intérêts de la population civile. Il a condamné en outre les attaques à la roquette ou au mortier, respectivement au nombre de 191 et de 183, lancées sans discernement contre Israël, précisant qu'elles étaient parfois lancées à partir de zones d'habitations civiles. M. Serry a ajouté que les opérations des forces israéliennes et les attaques aériennes se sont poursuivies et, même s'il a reconnu les exigences de sécurité d'Israël, a déploré les victimes que ces actions provoquaient parmi la population civile.

Le Coordonnateur spécial s'est attardé sur la très grave situation humanitaire dans la bande de Gaza qui affecte 1,5 million de personnes. Ceux-ci, a-t-il dit, sont coincés entre la fermeture des points de passage résultant des attaques de militants palestiniens et des mesures israéliennes s'apparentant à une punition collective. Seulement 5% du pétrole et 16% des combustibles entrant à Gaza avant juin 2007 ont pu pénétrer à travers les points de passage, a-t-il souligné, précisant qu'environ 70% du combustible industriel nécessaire pour alimenter les centrales électriques n'avaient pu atteindre Gaza. Presque l'ensemble du territoire de Gaza rencontre des problèmes d'alimentation d'eau à cause de la pénurie de carburant et de pièces détachées, a-t-il dit, évoquant également les 600 tonnes de déchets qui s'accumulent dans les rues au point de constituer des risques pour la santé.

M. Serry a appuyé les efforts égyptiens actuels visant à apaiser la situation sur le terrain. Des contacts égyptiens ont été établis avec des représentants du Hamas et d'autres groupes à Gaza, ainsi qu'avec le Gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne, a-t-il précisé, exhortant toutes les parties à participer de manière constructive à ces efforts essentiels.

S'agissant d'Israël et de la Syrie, le Coordonnateur spécial a rappelé que le 21 mai, Israël, la Syrie et la Turquie ont publié des déclarations simultanées confirmant le déroulement de pourparlers de paix indirects sous les auspices de la Turquie. Israël et la Syrie ont déclaré leur intention de faire preuve de bonne foi et d'ouverture d'esprit et de poursuivre le dialogue d'une manière sérieuse pour réaliser une paix globale conformément aux engagements pris à la Conférence de Madrid.

Cette annonce importante, a commenté le Coordonnateur spécial, a été faite après les contacts indirects que les parties ont noués depuis presque deux ans, sous les auspices de la Turquie. Le Secrétaire général a félicité chaleureusement le Président Al-Assad et le Premier Ministre Olmert ainsi que le Premier Ministre Erdogan pour leurs efforts.

« Au Liban, a-t-il poursuivi, en l'espace de quelques semaines, nous avons été témoins des effets destructeurs de la violence sectaire mais aussi de l'espoir et de l'optimisme qui se sont emparés de la population après l'Accord de Doha que les dirigeants libanais ont signé, le 21 mai dernier. » Le Coordonnateur spécial a rappelé que le 14 mai, les parties libanaises étaient déjà parvenues à un mémorandum, dit « Accord de Beyrouth » dans lequel ils appelaient au lancement, un jour après la réunion de Doha, d'un dialogue national pour dégager un consensus sur la formation d'un gouvernement d'unité nationale et certains aspects de la nouvelle loi électorale, et permettre ainsi l'élection d'un Président de la République.

Ce consensus a été trouvé à Doha, a rappelé le Coordonnateur spécial. Le Secrétaire général s'en est félicité, en espérant que ce serait là le prélude à une longue période de réconciliation nationale, de

stabilité politique, de paix, de progrès et de pleine mise en œuvre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Les Accords de Beyrouth et de Doha soulignent l'importance fondamentale qu'il y a à renforcer l'autorité de l'État libanais sur toute l'étendue du territoire. À cet égard, le Secrétaire général, a indiqué le Coordonnateur spécial, appuie la poursuite du dialogue sous les auspices du Président Suleimane, qui a été élu le 25 mai. Le Secrétaire général s'est aussi félicité de l'engagement des parties à rejeter tout recours à la force et à la violence pour défendre leurs intérêts politiques.

En conclusion, le Coordonnateur spécial a insisté sur le fait que l'apaisement de la situation à Gaza et dans les environs est essentiel pour assurer des progrès dans les négociations entre Israéliens et Palestiniens et réunifier la Cisjordanie et Gaza dans le cadre de l'Autorité palestinienne « légitime ». Dans ce contexte, il a dit appuyer une stratégie plus positive sur Gaza.

Il a aussi jugé essentiel que les progrès s'intensifient dans le respect des engagements pris à Annapolis tant du point de vue politique que de la situation sur le terrain. Nous continuons, a dit le Coordonnateur spécial, à presser les parties de renforcer leur coopération sur ces questions et de rester fidèles à la Feuille de route. Enfin, a-t-il ajouté, nous saluons le rôle de leadership que les acteurs régionaux jouent pour trouver des solutions politiques à toutes les questions. Il s'agit là d'une évolution positive qui offre un potentiel sur lequel on peut s'appuyer.

\* \*\*\* \*

---

**À l'intention des organes d'information • Document non officiel**